

# Table des matières

Préface de la première édition .....	5
Liste des abréviations .....	7
Sommaire.....	9
Introduction .....	13

## PARTIE PRÉLIMINAIRE

### Éviter, anticiper et préparer le procès

Chapitre 1. L'évitement du procès.....	51
Section 1. Enjeux des modes alternatifs de règlement des différends .....	53
Section 2. Illustrations .....	56
§ 1. La médiation en matière civile et commerciale au Luxembourg.....	56
§ 2. Le cas particulier de l'arbitrage.....	60
Chapitre 2. La préparation du procès.....	71
Section 1. Enjeux des stratégies procédurales.....	73
Section 2. Illustrations .....	74
§ 1. Les clauses à effet juridictionnel.....	74
§ 2. Le référé et l'obtention de mesures provisoires et conservatoires.....	76

## PARTIE 1

### Engager le procès

Chapitre 1. Déterminer la juridiction compétente.....	87
Section 1. L'organisation juridictionnelle.....	89
§ 1. L'organisation d'un pouvoir judiciaire indépendant dans la Constitution.....	89

§2. Le dualisme juridictionnel .....	91
A. Les juridictions de l'ordre administratif et les juridictions de l'ordre judiciaire .....	92
B. Les conflits d'attribution.....	93
C. L'exception d'illégalité devant les juridictions de l'ordre judiciaire....	94
§3. Le rôle de la Cour constitutionnelle.....	97
Section 2. La notion de compétence et les règles de compétence matérielle et territoriale .....	100
§1. Distinctions entre compétence, pouvoir et répartition des affaires .....	100
A. Compétence et pouvoir juridictionnels.....	100
B. Compétence juridictionnelle et répartition des affaires au sein d'une juridiction .....	102
1. La procédure commerciale au Luxembourg.....	102
2. Le Juge aux affaires familiales.....	104
§2. Détermination de la compétence matérielle et de la compétence territoriale .....	106
A. Les règles de compétence matérielle.....	107
1. La compétence de la juridiction de droit commun .....	107
a. La compétence générale du Tribunal d'arrondissement .....	107
b. Les compétences spéciales et exclusives du Tribunal d'arrondissement .....	108
2. La compétence des juridictions d'exception.....	109
a. La compétence matérielle de la Justice de paix.....	109
b. La compétence matérielle de la Juridiction du travail .....	110
3. Les critères de détermination de la compétence d'attribution....	111
a. L'objet du litige.....	111
b. La valeur du litige .....	111
B. Les règles de compétence territoriale .....	115
1. La compétence de principe.....	115
2. Les compétences alternatives .....	116
3. Les compétences protectrices .....	116
4. Les compétences exclusives.....	117
§3. La portée des règles de compétence.....	117
A. Règles de compétence d'ordre public et d'ordre privé.....	117
B. La prorogation et l'aménagement conventionnel des règles de compétence .....	118
C. Les incidents de compétence et l'office du juge.....	119
Section 3. La détermination de la juridiction internationalement compétente .....	121
§1. Les règles de compétence contenues dans le Règlement Bruxelles Ibis concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.....	121

A. Règle de principe : compétence du tribunal du domicile du défendeur.....	122
B. Règles de compétence spéciales en fonction de la matière (optionnelles).....	122
1. La compétence en matière contractuelle (compétence possible du tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée).....	123
2. La compétence en matière délictuelle.....	123
C. Règles de compétence spécifiques de protection (compétence en matière de litiges impliquant des consommateurs).....	124
D. Les compétences exclusives .....	125
§2. La détermination de la juridiction internationalement compétente en dehors du cadre européen.....	125
<b>Chapitre 2. Vérifier les conditions de recevabilité de l'action en justice .....</b>	<b>127</b>
Section 1. Le droit d'action .....	129
§1. La notion d'action en justice.....	129
A. Le droit d'agir en justice et le recours effectif à la justice .....	129
B. Le droit d'agir et le droit substantiel.....	131
C. Le droit d'agir et la demande en justice.....	131
§2. De la théorie de l'action à la pratique de la recevabilité .....	132
Section 2. Les conditions de recevabilité de l'action .....	133
§1. Les conditions subjectives de recevabilité de l'action.....	134
A. Personnalité juridique et capacité d'exercice.....	134
B. L'intérêt pour agir .....	136
1. Un intérêt né et actuel .....	136
2. Un intérêt direct et personnel .....	137
3. Un intérêt légitime et juridique.....	138
C. La qualité pour agir.....	139
1. La qualité pour agir dans un intérêt personnel.....	139
2. La qualité pour agir dans la défense d'un intérêt collectif.....	140
3. La qualité pour agir dans la défense de l'intérêt d'autrui (et la distinction avec la représentation d'autrui).....	141
§2. Les conditions objectives de recevabilité de l'action .....	146
A. L'absence de chose jugée .....	146
B. L'absence de prescription.....	149
Section 3. Pistes de réflexion .....	154
§1. L'intérêt pour agir dans les Règles modèles européennes de procédure civile.....	154
§2. La concentration des moyens de droit et de faits dans les Règles modèles européennes de procédure civile .....	155

§3. De la <i>class action</i> à l'action représentative visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs .....	157
A. Conjugaison d'une action en cessation et en réparation .....	162
B. Une action exercée par des entités qualifiées.....	164
C. <i>Opt-in</i> ou <i>Opt-out</i> .....	165
<b>Chapitre 3. La demande initiale et l'introduction de l'instance .....</b>	<b>167</b>
Section 1. Enjeux .....	169
§1. La notion de demande introductive d'instance.....	169
§2. L'importance de la notification des actes introductifs d'instance .....	170
Section 2. Solutions retenues.....	173
§1. Les différents actes introductifs d'instance .....	173
A. L'assignation.....	174
1. Le contenu de l'assignation.....	174
a. La date .....	177
b. L'identification des parties .....	177
c. L'indication de la juridiction et du délai pour comparaître.....	178
d. L'indication de l'objet et un exposé sommaire des moyens....	178
e. L'indication des conséquences du défaut de comparution.....	180
f. L'indication des pièces sur lesquelles la demande est fondée.	180
2. La signification de l'assignation .....	181
a. La signification à personne .....	181
b. La signification à domicile .....	182
c. Les autres significations possibles (lorsqu'il n'existe ni domicile ni résidence connus).....	183
d. Les obligations incombant à l'huissier.....	183
B. Les autres actes introductifs d'instance.....	186
1. La citation (Luxembourg) .....	186
2. La requête .....	187
3. La requête conjointe .....	188
§2. La saisine de la juridiction et la comparution des parties .....	189
A. L'enrôlement de l'affaire .....	190
B. La comparution des parties .....	193
Section 3. Pistes de réflexion .....	195
§1. La notification de la demande introductive d'instance à l'étranger....	195
A. Les solutions nationales.....	195
B. Les conventions internationales .....	196
§2. La notification de la demande introductive d'instance dans l'espace judiciaire européen.....	199

## PARTIE 2

### Riposter au procès

<b>Chapitre 1. Les moyens de défense.....</b>	<b>207</b>
Section 1. Enjeux .....	209
§ 1. La notion de moyens de défense.....	209
A. La défense symétrique de l'action.....	209
B. La sanction des règles de compétence : renvoyer ou ne pas renvoyer ?.....	211
C. Les difficultés pratiques liées au formalisme .....	214
1. Le Code français .....	214
2. En droit luxembourgeois .....	216
3. En droit belge .....	218
§ 2. À la recherche d'un formalisme au service de la réalisation du droit ..	219
Section 2. Solutions retenues.....	223
§ 1. Les exceptions d'incompétence.....	224
A. Les exceptions d'incompétence <i>stricto sensu</i> .....	224
1. Soulever l'incompétence .....	225
2. Décision d'incompétence.....	225
3. Décision de compétence.....	228
4. Les voies de recours ouvertes .....	228
B. Les exceptions de litispendance et de connexité.....	230
§ 2. Les exceptions de nullités.....	231
A. Régime juridique de principe des nullités (articles 264 et 1253 NCPC).....	231
1. <i>In limine litis</i> .....	232
2. Pas de nullité sans grief .....	232
3. Pas de nullité sans texte .....	235
B. Les atténuations.....	237
1. L'assouplissement du principe « pas de nullité sans texte ».....	238
2. Les nullités pour vice de fond : en tout état de cause et sans grief.....	239
C. Les effets de la nullité.....	239
§ 3. Les fins de non-recevoir .....	240
A. Les causes .....	240
B. Le régime.....	241
§ 4. Les défenses au fond et les demandes reconventionnelles.....	242
Section 3. Pistes de réflexion .....	243
§ 1. Les sanctions procédurales liées à l'identification des personnes morales .....	243

A. Le défaut d'identification de la personne morale de la simple nullité de forme pour la désignation à une fin de non-recevoir <i>sui generis</i> en cas de défaut d'inscription au registre du commerce et des sociétés.....	244
B. Le défaut d'intérêt et de qualité pour agir de la personne morale est sanctionné par une fin de non-recevoir.....	246
C. Le défaut (ou l'erreur) de désignation du représentant de la personne morale dans un acte de procédure n'est pas sanctionné.....	246
D. <i>Quid</i> des sanctions du défaut de pouvoir du représentant de la société ? .....	249
§2. Les moyens de défense tirés d'une clause de médiation .....	251
<b>Chapitre 2. L'absence du défendeur .....</b>	<b>253</b>
Section 1. Enjeux .....	255
§1. La notion de procédure par défaut.....	255
A. Le défaut du défendeur et le cas exceptionnel de défaut du demandeur.....	255
B. Défaut de comparution et défaut d'accomplissement d'actes .....	257
§2. L'efficacité de la procédure <b>vs</b> la protection du défendeur non comparant.....	257
Section 2. Solutions retenues.....	259
§1. Le jugement contradictoire, le jugement réputé contradictoire et le jugement par défaut.....	260
§2. Le jugement par défaut.....	261
A. La péremption du jugement par défaut .....	261
B. L'opposition.....	261
Section 3. Pistes de réflexion .....	263
§1. La protection du défendeur absent en droit européen.....	263
§2. Du côté des règles modèles européennes de procédure civile européennes ELI/Unidroit.....	267

## PARTIE 3

### Vivre le procès

<b>Chapitre 1. La mise en état de l'affaire (l'instruction) .....</b>	<b>279</b>
Section 1. Enjeux .....	281
§1. Le rôle des parties dans la détermination de l'objet du litige.....	281
A. La détermination de l'objet du litige et la mutabilité du litige .....	281
B. La contradiction .....	283
§2. Le rôle croissant du juge dans le déroulement de l'instance.....	284

Section 2. Solutions retenues.....	285
§ 1. L'échange des conclusions et des pièces entre les parties.....	286
A. L'échange de conclusions.....	286
1. Les conclusions.....	286
2. Les conclusions de synthèse.....	288
3. La transmission des conclusions.....	290
B. La communication des pièces.....	292
1. L'importance des pièces.....	292
2. La transmission en temps utile.....	296
§ 2. Le rôle du juge dans la mise en état.....	296
A. La mise en état sans juge spécifique.....	297
1. L'inexistence du juge dans la mise en état : le cas des procédures orales et le « circuit court ».....	297
a. Les procédures orales.....	297
b. Le circuit court.....	298
2. L'intervention distanciée du juge dans la mise en état : « circuit moyen ».....	299
B. Le rôle du juge de la mise en état : le « circuit long ».....	300
1. La mise en état ordinaire.....	300
a. Mise en état matérielle (gestion du temps).....	301
b. Mise en état intellectuelle.....	304
c. Préparation de la phase de jugement.....	305
2. La mise en état simplifiée.....	307
a. Les conditions de mise en œuvre de la mise en état simplifiée.....	307
b. Régime de la mise en état simplifiée.....	308
3. L'ordonnance de clôture de l'instruction.....	310
Section 3. Pistes de réflexion.....	312
§ 1. Le phénomène de coordination.....	312
§ 2. L'exigence de loyauté.....	314
§ 3. L'obligation de cohérence (estoppel).....	316
§ 4. Du côté des règles modèles européennes de procédure civile ELI/Unidroit.....	319
A. Coopération.....	319
B. Proportionnalité.....	324
<b>Chapitre 2. Les incidents.....</b>	<b>327</b>
Section 1. Enjeux.....	329
§ 1. La notion d'incident procédural.....	329
§ 2. La typologie des principaux incidents.....	330

Section 2. Solutions retenues.....	331
§ 1. Les demandes incidentes.....	331
A. Les demandes incidentes entre parties à la cause .....	331
B. La demande en intervention .....	333
C. La demande reconventionnelle .....	335
§ 2. Les incidents relatifs au personnel du procès.....	336
A. Le désaveu .....	336
B. Les incidents relatifs à la composition de la juridiction.....	338
1. L'abstention .....	338
2. La récusation .....	338
3. Le renvoi à un autre tribunal pour parenté ou alliance .....	340
§ 3. Les incidents relatifs au cours de l'instance .....	340
A. La jonction et la disjonction d'instances.....	340
B. La suspension de l'instance .....	341
C. L'interruption de l'instance .....	344
Section 3. Pistes de réflexion .....	344
§ 1. Le sursis à statuer pour poser une question préjudicielle.....	344
A. Le renvoi préjudiciel devant la Cour de justice de l'Union européenne .....	345
B. Le renvoi préjudiciel devant la Cour constitutionnelle.....	345
§ 2. Les demandes incidentes dans les Règles modèles européennes de procédure civile.....	348
A. <i>Intervention</i> .....	348
B. Demande reconventionnelle et demande nouvelle.....	351
<b>Chapitre 3. La preuve.....</b>	<b>355</b>
Section 1. Enjeux .....	357
§ 1. La notion de preuve.....	357
A. Le rôle primordial de la preuve dans l'issue du procès.....	357
B. La distinction entre le droit substantiel de la preuve et le droit procédural de la preuve .....	358
1. Le droit substantiel de la preuve .....	359
a. L'objet de la preuve .....	359
b. La charge de la preuve.....	360
c. Les modes de preuve .....	360
2. Le droit procédural de la preuve .....	361
§ 2. Le rôle respectif du juge et des parties en matière de preuve.....	362
A. Le devoir de collaboration à la preuve .....	363
B. Le renforcement du rôle du juge dans l'administration de la preuve.....	365



Section 2. Solutions retenues.....	366
§ 1. La preuve par les parties.....	366
A. Les pièces.....	366
1. La production forcée de pièces.....	366
2. Contestations relatives à la preuve littérale.....	369
B. L’aveu et le serment.....	370
§ 2. Les mesures d’instruction.....	371
A. Les règles générales applicables aux mesures d’instruction.....	372
B. Les règles particulières applicables aux différentes mesures d’instruction.....	373
1. Les mesures d’instruction effectuées par le juge.....	374
a. Les vérifications personnelles du juge.....	374
b. La comparution personnelle des parties.....	374
c. Les déclarations de tiers.....	376
2. Les mesures d’instruction accomplies par un technicien.....	381
a. Dispositions communes.....	381
b. Les constatations et les consultations.....	384
c. L’expertise.....	384
Section 3. Pistes de réflexion.....	388
§ 1. La licéité de la preuve face au droit à la preuve.....	388
§ 2. L’obtention de preuves à l’étranger.....	392
§ 3. Dispositions générales des Règles modèles européennes de procédure civile sur la preuve.....	394
<b>Chapitre 4. L’audience et les débats publics.....</b>	<b>397</b>
Section 1. Enjeux.....	399
§ 1. La part de l’oralité dans un droit formaliste.....	399
§ 2. La publicité des débats.....	402
Section 2. Solutions retenues.....	403
§ 1. Les plaidoiries dans les procédures orales et les débats dans les procédures écrites.....	403
A. La police de l’audience.....	404
B. Les plaidoiries à l’audience dans les procédures orales.....	405
C. L’audience des plaidoiries dans les procédures écrites.....	406
§ 2. La clôture des débats.....	408
Section 3. Pistes de réflexion.....	409
§ 1. L’évolution des fondements de la publicité de la justice.....	409
§ 2. Caractère oral, écrit et public de la procédure dans les Règles modèles européennes de procédure civile.....	410

## PARTIE 4

### Terminer le procès

<b>Chapitre 1. Le jugement</b> .....	423
Section 1. Enjeux .....	425
§ 1. La notion de jugement.....	425
A. La variété des jugements.....	425
1. Le jugement définitif.....	426
2. Les jugements provisoires et les jugements avant-dire droit .....	427
3. Les jugements mixtes.....	427
B. Les caractéristiques du jugement définitif.....	428
1. L'autorité de la chose jugée .....	428
a. Définition.....	428
b. Le domaine de l'autorité de la chose jugée.....	429
c. Le principe de l'autorité relative de la chose jugée.....	430
d. Le principe de l'autorité négative de chose jugée .....	430
2. Les effets proprement dits du jugement .....	431
a. Le dessaisissement du juge .....	431
b. L'efficacité substantielle du jugement .....	433
§ 2. Les autres fins du procès.....	434
A. L'acquiescement .....	435
B. Le désistement.....	436
C. La péremption de l'instance.....	438
Section 2. Solutions possibles.....	439
§ 1. L'élaboration du jugement.....	439
A. Le délibéré du jugement .....	440
B. La rédaction et le prononcé des jugements.....	440
§ 2. Les frais et dépens.....	442
A. Les dépens .....	442
B. L'indemnité de procédure.....	443
Section 3. Pistes de réflexion .....	444
§ 1. L'exigence de motivation des décisions de justice .....	444
§ 2. Les frais et le coût du procès dans les Règles modèles européennes de procédure civile .....	448
<b>Chapitre 2. L'exécution</b> .....	451
Section 1. Enjeux .....	453
§ 1. La notion de force exécutoire et d'exécution.....	453
§ 2. Le droit à l'exécution aux marges de la procédure civile.....	454

Section 2. Solutions retenues.....	455
§ 1. L'acquisition de la force exécutoire.....	456
A. Le principe : notification du jugement et force de chose jugée.....	456
1. En la forme.....	456
a. La notification du jugement.....	456
b. La présentation de l'expédition revêtue de la formule exécutoire.....	459
2. Au fond.....	460
B. L'exécution provisoire.....	461
§ 2. Les voies d'exécution (généralités).....	462
Section 3. Pistes de réflexion.....	465
§ 1. La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers.....	465
§ 2. L'exécution provisoire dans les Règles modèles européennes de procédure civile.....	468
<b>Conclusion. Contester le procès.....</b>	<b>469</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>487</b>
<b>Index.....</b>	<b>503</b>
<b>Liste des encadrés.....</b>	<b>507</b>